

ZA LENFANT

405 rue Emilien Gautier

ZA LENFANT

13290 AIX EN PROVENCE

Tél : +336 86 07 47 86

Mél : frank.boyé@bureauveritas.com

N° affaire : 20001086_1-94GQMNJ

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 05/GAP-CITE DESMICHEL 2
RUE DU 4EME REGIMENT DE CHASSEURS
05000 GAP

Destinataire :


SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES
Laurent LOUATI
139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
04/02/2025	Rev0	Création du document	Frank BOYE 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.3. Inspections Communes	8
2.4. PPSPS	8
2.4.1. Pénalités	9
2.5. Sous-traitance	9
2.5.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.5.2. Transmission du PGC	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant	9
2.6. Intérimaires	9
2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.8. Travailleurs indépendants	10
2.9. Protections individuelles	10
2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des risques particuliers	16
4.2. Analyse de risques	18
4.3. Co-activités et protections collectives	24
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	24
4.3.2. Déplacement de protection collective	25
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	25
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	25
4.4. Equipement de levage	25
4.4.1. Autorisation de survol	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	26
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	26

4.5.1. Approvisionnements et stockage	26
4.5.2. Travaux superposés	26
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	26
4.5.4. Protection contre le bruit	26
4.5.5. Protection contre l'incendie	26
4.5.6. Travaux en hauteur	27
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	27
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	27
4.6. Moyens communs	27
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	27
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	28
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	28
4.6.4. Protection des accès – Auvents	28
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	28
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	29
5.1. Stockages sur le chantier	29
5.2. Nettoyage	29
5.3. Enlèvement des déchets	29
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	29
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	30
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	30
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	31
6.1. Déclarations particulières	31
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	31
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	32
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	32
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	32
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	32
6.7. Locaux témoins	33
7. ORGANISATION DES SECOURS	34
7.1. Téléphone de secours	34
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	34
7.3. Travail isolé	34
7.4. Procédure d'organisation des secours	34
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	35
7.6. Point de rencontre secours	35
7.7. Modèle de fiche de secours	36
ANNEXES AU P.G.C.	37

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

Amiante :

Les travaux de désamiantage ont été réalisé en amont de l'opération

A la rédaction du document, les restitutions finales du désamianteur sont en cours de transmissions au MOA

A la réception des résultats, une mise à jour du document sera effectuée

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Réaménagement des étages 3 et 4 de la cité administrative Desmichels à GAP

Les travaux se dérouleront en 2 phases :

Phase 1:

Aménagement intérieur des étages 3 et 4 aile Nord (Cf: Plan CCTP généralités communes)

Phase 2 :

Aménagement intérieur des étages 3 et 4 aile Sud (Cf: Plan CCTP généralités communes)

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Lots séparés

Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 4 janvier 2027

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 14

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets : Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets.

Chaque entreprise doit respecter les lieux, maintenir l'ordre et la propreté.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) :

- Lot 01 - Charpente couverture
- Lot 02 - Menuiseries intérieures bois
- Lot 03 - Doublage, Cloison et faux plafond
- Lot 04 - Lot électricité courants forts et faibles
- Lot 05 - Lot plomberie - ventilation - chauffage - rafraichissement
- Lot 06 - Carrelages
- Lot 07 - Peinture

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : > à 500 hommes jours

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
----------	------------	---------	-----------------	---------------

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	laurent.louati@finances.gov.fr	Laurent LOUATI

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.4.1. Pénalités

Se référer au CCAP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.5. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.5.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.5.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.5.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.6. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les entreprises en pénétrant sur le site doivent respecter les règles de circulation et les consignes de sécurité internes de l'établissement.

L'accès dans le bâtiment se fait conformément au phasage des interventions établi par la maîtrise d'oeuvre et l'exploitant afin de limiter la circulation dans l'enceinte de l'établissement.

Les travaux ne devront pas impacter les parties en exploitation

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Pendant la période de préparation, une clôture délimitant les zones de stockages sur le parking est mise en place par le LOT N°03 pour éviter toute intrusion du public et usagers des locaux ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, ...).

La clôture est constituée par des grilles type HERAS solidement fixées entre elles et au sol.

L'entrepreneur a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier.

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.2. Accès

Les accès aux bâtiments se feront par les cages d'escaliers et par les montes-charges, élévateurs, grues et nacelles pour le matériel et les matériaux. (A déterminer par les entreprises)

Les approvisionnements et évacuations doivent être programmés et organisés par les entreprises. Il convient de définir les modalités et créneaux horaires particuliers pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets notamment.

Les accès de la partie du bâtiment occupée doit demeurer libre en permanence et ne doit pas être encombré par des dépôts de matériaux, matériels

Cette disposition concerne aussi l'accès des moyens de secours qui doit être maintenu (respect des voies de secours).

Contrôle d'accès au chantier :

Le personnel devra obligatoirement porter l'identification de son entreprise sur son casque ou sur son vêtement de travail ou sur un badge.

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.3. Circulations

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement. Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.4. Signalisation

L'entreprise titulaire du LOT N°03 aura à sa charge la signalisation des aires du chantier hors bâtiment. Des panneaux comportant l'inscription "chantier interdit au public" seront disposés dans toutes les zones ouvertes sur les domaines public et privé (notamment sur les clôtures du chantier et les platelages de protection).

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.5. Stationnements

Les places de stationnement seront déterminer dans le PIC

Les entreprises ne pourront stationner devant le bâtiment (zone restreinte => centre ville)

Uniquement les livraisons seront autorisées à stationner pour une courte durée (livraison)

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.6. Stockage

Les stockages ne doivent pas perturber les accès aux locaux, équipements techniques du site, les interventions programmées de chaque entreprise et doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, et l'évacuation du personnel et de la possibilité d'intervention des Services de Secours.

Cf: PIC établi par le Lot 03

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installation électrique générale de chantier : Depuis les points de branchement mis à disposition par l'exploitant, l'entreprise titulaire du **lot Électricité** a à sa charge :

- La fourniture, l'entretien et l'alimentation des tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques sera limitée à 25 m et il sera implanté éventuellement un coffret spécifique pour l'utilisation de poste à souder.

Les coffrets de chantier sont montés sur pieds, ou fixés et ils sont à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: " coup de poing ".

Ces installations doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Éclairage des postes de travail et circulations :

L'entreprise titulaire du **lot Électricité** doit la mise en œuvre des éclairages des circulations à l'intérieur du bâtiment si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en œuvre des éclairages à l'intérieur de l'ensemble des locaux concernés par les travaux si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes.

Niveaux d'éclairement :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 120 lux pour les réfectoires, les vestiaires et sanitaires,
- 100 lux pour les postes de travail.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'installation chantier à charge du LOT N°3 ET devra répondre aux dispositions de sécurité réglementaire

L'entreprise du LOT N°3 aura à sa charge l'installation de la base vie dans le local mis à disposition par la MOA

Il sera éclairé artificiellement et naturellement, chauffé, meublé (chaises et tables en nombre suffisant, une armoire fermant à clé pendant toute la durée du chantier.

La même entreprise aura la garde et l'entretien du bureau de chantier et des locaux sociaux et sanitaires pendant toute la durée des travaux.

Les bases vies seront équipée de vestiaires, de sanitaire, de réfectoire en fonction du nombres de salariés intervenant sur le chantier

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

Il sera assuré un nettoyage :

- quotidien pour les sanitaires, vestiaires, réfectoires, y compris les surfaces de contacts, par un personnel spécialisé à charge du Contractant Général (Mesure spécifique à l'épidémie COVID-19).
- hebdomadaire des autres locaux communs de chantier (à la charge de l'entreprise générale).
- périodique sur le chantier de manière à assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (à la charge de chaque entreprise).

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Doublage, Cloison et Faux Plafond** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation,
- de l'emplacement des bennes à déchets, amiante y compris

- des accès aux bâtiments,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.
- de l'emplacement des engins de levage

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Doublage, Cloison et Faux Plafond** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Accès	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Circulations	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Signalisation	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Stationnement	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Stockage	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Coffret électrique général	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité / Courants faibles	Electricité / Courants faibles	Au terme des travaux
Cantonnement	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Infirmier de chantier	SO	SO	Au terme des travaux
Nettoyage hors cantonnement	TCE	CHAQUE ENTREPRISE	Au terme des travaux
PIC	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Protections collectives	Doublage, Cloison et Faux Plafond et CHAQUE ENTREPRISE	Doublage, Cloison et Faux Plafond et CHAQUE ENTREPRISE	Au terme des travaux
Accès hauteur communs	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux
Déchets - Gravats	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Doublage, Cloison et Faux Plafond	Au terme des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Travaux préparatoires/ Généralités applicables durant tout le chantier		Chaque entreprise	Collision, heurt Réseaux Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Voisinage Travaux à point chaud Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Travail en hauteur	Engins en conformité (contrôle périodique). Consignation des réseaux. Habilitation électrique. Chantier propre et sécurisé. Stabilisation de la zone de stockage. Clôture de la zone de stockage. Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Phasage des travaux. Balisage, signalisation des zones de travaux. HORS MISSION SPS. A la charge du maître d'ouvrage Nous rappelons toutefois que: Permis de feu est à établir avec le maître d'ouvrage. Consignations qualification du personnel Installation de coffrets de chantier Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.
		Electricité courants forts et faibles	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Travail en hauteur	Consignations des réseaux avant démolition. Contrôle des installations. . Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.
		Plomberie - ventilation - chauffage - rafraichissement	Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Travail en hauteur Travail en hauteur	Maintenir les circulations propres et dégagées. Permis feu à établir avec le chef d'établissement. Extincteur au poste de travail. Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.
		Charpente couverture	Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Rupture, effondrement Engins et matériels Engins et matériels Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur	. . Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments . .

				<p>.</p> <p>Travaux en toitures, combles : s'assurer de la présence d'un accès et de circulations sécurisés ainsi que des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Intervention dans les combles : mettre en place préalablement un éclairage suffisant et des platelages résistants sur les zones de circulation et de travail. Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.</p>
		Peinture	Déplacement de plain-pied Eclairage Travail en hauteur Travail en hauteur	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Eclairage. Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.
		Doublage, Cloison et faux plafond	Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Travail en hauteur Travail en hauteur	<p>.</p> <p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>.</p> <p>Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé.</p>
		Menuiseries intérieures bois	Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Pollution de l'atmosphère Travail en hauteur	<p>.</p> <p>Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé. Ne jamais travailler en milieu empoussiéré</p>
		Carrelage	Déplacement de plain-pied Produits dangereux	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Travaux préparatoires/Généralités applicables durant tout le chantier

Chaque entreprise

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Lors des livraisons: Port du gilet fluo. Avertisseur sonore de recul sur les engins. Nettoyage du domaine public autant que nécessaire. Signalisation routière à mettre en place au niveau des accès chantier (et pour barrer la route si emprise sur le domaine public). Mettre en place un homme trafic.	Port du gilet fluo
Réseaux	Concernant les travaux dans l'existant, neutralisation des réseaux en coordination avec les services techniques de l'exploitant.	
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Mise en place de passerelle sécurisée pour le franchissement des fouilles. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum). Protection des aciers en attentes en les capuchonnant ou en les crossant.	Maintenir en place les protections collectives.
Stabilité, renversement	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état.	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état avec accord du maître d'ouvrage délégué.
Chute d'objets, éclats	Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge en dehors des zones identifiées du chantier. Balisage des zones de levage ou de travail en hauteur. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire.	Port des EPI obligatoire
Voisinage	Les entreprises tiennent compte dans l'ensemble des modes opératoires des travaux (installations de chantier, approvisionnements des matériaux et matériels nécessaires au chantier) des contraintes engendrées par la localisation du chantier dans un site occupé, notamment pour le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords des différentes zones en chantier. L'ensemble des occupants ne doit à aucun moment, être perturbé dans leurs	Les Co activités et contraintes d'interférences sont à prendre en compte par chaque entreprise. Des réunions spécifiques sont organisées par la maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage pour aborder ces sujets.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>habitudes, gêner dans leurs occupations ou exposé au moindre risque.</p> <p>Les entreprises se rapprochent de la direction de l'établissement et respectent le règlement intérieur. Un soin particulier sera porté à la mise en place des protections et clôtures, notamment pour les travaux jouxtant les zones en exploitation.</p> <p>L'accès dans les bâtiments se fait conformément au phasage des interventions établi par la maîtrise d'oeuvre et l'exploitant afin de limiter la circulation à l'intérieur.</p> <p>Chaque entreprise doit s'informer des dispositions prises par l'exploitant du site, sachant qu'en préambule :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les opérations de livraisons et d'évacuations doivent se faire en cohérence avec le fonctionnement de l'établissement. 2. Les accès et voies pompier sont en permanence libres de jour comme de nuit. 3. Les zones de stockage sont organisées de telle sorte à ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement. <p>Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, l'évacuation du personnel, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours. Dans tous les cas, les accès empruntés par les usagers doivent être libres de tout stockage de matériaux. Les sorties de secours devront toujours être libres de tout obstacle.</p> <p>Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.</p> <p>Dans les locaux confinés ou insuffisamment ventilés, les moteurs à essence sont interdits (risques essence).</p>	
Travaux à point chaud	<p>HORS MISSION SPS. A la charge du maître d'ouvrage</p> <p>Nous rappelons toutefois que:</p> <p>L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.</p> <p>Il doit être réalisé avec l'exploitant et renouvelé, chaque fois qu'un changement</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	(d'opération, de lieu, de méthode de travail...).	
Contact électrique direct ou indirect	Extincteur vérifié et adapté à pied d'œuvre. Consignation des zones en travaux par le lot électricité. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.	
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Electricité courants forts et faibles

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux. Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...).	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité. Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Plomberie - ventilation - chauffage - rafraichissement

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Permis feu à établir avec le chef d'établissement. Extincteur au poste de travail.	.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Charpente couverture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Chute d'objets, éclats	Plinthes sur plancher . Nettoyage en pied de façade à l'avancement. Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiment.	.
Stabilité, renversement	Donner les moyens de levage et de manutention au maître d'œuvre pour qu'il définisse la nature de la plateforme.	Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments
Rupture, effondrement	Echafaudage adapté au stockage des matériaux	Echafaudage commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier. Respect des voies de circulation du chantier	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	
Travail en hauteur	Travaux en toitures, combles : s'assurer de la présence d'un accès et de circulations sécurisés ainsi que des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Intervention dans les combles : mettre en place préalablement un éclairage suffisant et des platelages résistants sur les zones de circulation et de travail.	
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Peinture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Eclairage	Mise en place de l'éclairage provisoire de chantier par le Lot 04 dans le cadre de la préparation de chantier.	Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Doublage, Cloison et faux plafond

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Menuiseries intérieures bois

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Echafaudages commun: Définition par chacun des utilisateurs des charges maxi apportées.
Pollution de l'atmosphère	Travaux de rabotage et ponçage avec aspiration intégrée, masque FFP3 et isolation	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	du poste de travail par rapport aux autres salariés Nettoyage régulier avec aspirateur	
Travail en hauteur	PIR ou échafaudages (pas d'escabeaux)	

Carrelage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
 La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

L'entreprise du Lot 03 aura à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives, pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée.

Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés

même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Lot 03 est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Lot 03 qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Voir aussi l'article 3 du PGC *Contrainte d'environnement de site* concernant l'amiante.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

CACES, autorisations de conduite et contrôles engins doivent être à disposition sur site

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'élimination des déchets doit se faire dans des bennes ou sacs fermés. Les bennes de dépôts doivent obligatoirement être bâchées.

Chaque entreprise doit organiser le tri, le stockage, l'évacuation et l'élimination des déchets afin de garantir la propreté du chantier et un maximum de valorisation des déchets.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.

Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets et de vérifier à la fin de chaque poste de travail de l'enlèvement de tous éléments, détritiques, déchets volatiles pouvant entraver le bon fonctionnement et les conditions d'hygiène de l'établissement, et nuire à l'environnement.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagementD.I.C.T :
Consulter le site Protys.fr pour les D.R ou les DICT
Attention selon le décret 91-1147 seule la liste réputée exhaustive des exploitants disponible en mairie fait foi.
A dater du 01 Juillet 2012 :
Le Décret 2011-1241 du 05/10/2011 est applicable :
 - Consultation du Guichet Unique par le chef de projet.
 - Demande de renseignement par le MO ou le MOE selon imprimé modèle
 - Demandes, Déclarations et réponses des exploitants à intégrer au DCE
 - DICT pour l'exécutant 10 jours mini avant travaux
- Demandes d'arrêtés - Les arrêtés de circulation :
Tous travaux, occupation, etc. sur la chaussée nécessitent la demande d'un arrêté de circulation pour en faciliter l'opération, assurer la sécurité des personnes, de la circulation, et prévenir les accidents. Conformément au règlement de voirie, la Demande d'Arrêté de circulation est à adresser à tous les services de gestion de la voirie avant tout commencement de travaux sur la voie publique gérée par une commune. Elle permet de signifier la nature des travaux et leur lieu ainsi que les dispositions prévues pour la signalisation et l'organisation de la circulation aux abords du chantier. La DA est nécessaire pour faciliter les travaux, assurer la sécurité des personnes, de la circulation et prévenir les accidents.
L'arrêté de circulation est délivré par l'autorité qui détient le pouvoir de police de la circulation :
 - le maire pour les voies communales et les autres routes situées en agglomération
- Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitance) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitance) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Site occupé:

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans l'enceinte d'un site occupé.

Toutes les mesures de protection en vue d'assurer la sécurité totale et permanente des résidents, des usagers et occupants seront prises sans restriction ni exception.

Les travaux devront être réalisés en évitant les dégagements de poussière (arrosage et aspiration des parties susceptibles de dégager de la poussière) et en évitant les bruits de chantier (matériel insonorisé et protections sonores).

Les installations de chantier seront disposées de manière à ne procurer aucune gêne aux occupants

Les Co activités et contraintes d'interférences sont à prendre en compte par chaque entreprise.

Des réunions spécifiques sont organisées par la maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage pour aborder ces sujets.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

A l'écriture du document, nous n'avons pas connaissance d'éventuels travaux dans voisinage.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les entreprises doivent respecter les consignes de sécurité et les mesures de prévention permanentes du site.

Préalablement au commencement des travaux, il sera procédé avec le chef d'établissement à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Les visites d'inspection commune sont réalisées conjointement en présence de tous les interlocuteurs de manière à synthétiser les informations et contraintes que doivent prendre en compte les entreprises.

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés dans un établissement en activité, l'entrepreneur doit prendre à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les fumées, les poussières.

Respect strict des voies d'accès "pompiers".

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

HORS MISSION SPS. A la charge du maître d'ouvrage de les établir.

Nous rappelons toutefois que:

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail...).

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

Après utilisation de points chauds sur un poste de travail, les entreprises doivent l'inspecter ainsi que les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur. Cesser toute opération par point chaud deux heures avant le terme du travail.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Site occupé:

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans l'enceinte d'un site occupé.

Toutes les mesures de protection en vue d'assurer la sécurité totale et permanente des résidents, des usagers et occupants seront prises sans restriction ni exception.

Les travaux devront être réalisés en évitant les dégagements de poussière (arrosage et aspiration des parties susceptibles de dégager de la poussière) et en évitant les bruits de chantier (matériel insonorisé et protections sonores).

Les installations de chantier seront disposées de manière à ne procurer aucune gêne aux occupants

Les Co activités et contraintes d'interférences sont à prendre en compte par chaque entreprise.

Des réunions spécifiques sont organisées par la maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage pour aborder ces sujets. So

6.7. Locaux témoins

So

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en

oeuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du

confinement (Alerte, Evacuation du chantier . . .)

Procédure en cas d'accident corporel: Appel au secours :

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousses sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations. Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent. Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours. Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident

Se conformer à la procédure . . .

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A déterminer sur le PIC

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 05/GAP-CITE DESMICHELS 2

Adresse : RUE DU 4EME REGIMENT DE CHASSEURS 05000 GAP

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A déterminer sur le PIC

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_MESA
- Annexe_SCALP